

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CREDIT MUTUEL LEASING**

Société anonyme au capital de 51.680.060 €

Siège social : Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets – 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

642 017 834 RCS NANTERRE

ORIAS : 09 046 570

*Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires du 29 avril 2026***I. – Bilan au 31 décembre 2025**

(En milliers d'euros)

<b>Actif</b> <b>en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
Caisse, banques centrales			
Effets publics et valeur assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	<b>2_8</b>	495 601	373 451
Operations avec la clientèle	<b>2_8</b>	1 172 676	1 166 371
Affacturage			
Obligations et autres titres à revenus fixe			
Actions, ATRV et TAP			
Promotion immobilière			
Placements des entreprises d'assurance			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées		39 665	36 565
Credit bail et location avec option d'achat	<b>2_9</b>	7 299 368	7 549 261
Location simple	<b>2_10</b>	741 546	814 761
Immobilisations incorporelles	<b>2_13</b>		
Immobilisations corporelles	<b>2_12</b>	2 496	1 663
Capital souscrit non verse			
Actions propres			
Autres actifs	<b>2_14</b>	104 732	26 167
Comptes de régularisation	<b>2_15</b>	28 780	36 514
<b>Total de l'actif</b>		<b>9 884 864</b>	<b>10 004 753</b>

<b>Passif</b> <b>en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>2_8</b>	9 465 919	9 549 658
Opérations avec la clientèle	<b>2_8</b>	2 765	4 755
Dettes représentées par un titre		50 471	50 455
Provisions techniques entp d'assurance			
Autres passifs	<b>2_14</b>	81 633	121 517
Autres produits d'assurances			
Comptes de régularisation	<b>2_15</b>	232 772	218 857
Dépôt de garantie à caractère mutuel			
Provisions	<b>2_16</b>	4 891	8 996
Dettes subordonnées		15 058	15 062
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	<b>2_17</b>	31 356	35 453
- Capital souscrit		51 680	35 354
- Primes d'émission		643 018	259 344
- Réserves		2 619	2 619
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées et subventions d'investissement			
- Report à nouveau (+/-)		-261 864	-264 972
- Résultat de l'exercice (+/-)		-404 098	3 108
- Acomptes sur dividendes versés			
<b>Total du passif</b>		<b>9 884 864</b>	<b>10 004 753</b>

<b>Hors Bilan</b> <b>en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	<b>2_18</b>	815 302	727 812
Engagements de garantie			
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement			
Engagements de garantie	<b>2_18</b>	10 150 619	9 685 139

**II. — Compte de résultat au 31 décembre 2025**

en milliers d'euros	Notes	2025 31 décembre	2024 31 décembre
Intérêts et produits assimilés		115 461	213 803
Intérêts et charges assimilés		-365 673	-430 284
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>3_1</b>	3 244 460	3 188 730
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	<b>3_2</b>	-3 328 423	-2 921 751
Produits sur opérations de location simple	<b>3_3</b>	351 685	382 871
Charges sur opérations de location simple	<b>3_4</b>	-339 929	-339 207
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)		9 428	7 905
Commissions (charges)	<b>3_5</b>	-37 749	-39 009
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimil			
Autres produits d'exploitation bancaire	<b>3_6</b>	36 353	36 828
Autres charges d'exploitation bancaire	<b>3_7</b>	-17 774	-18 138
Produits nets des autres activités			
<b>Produit net bancaire</b>		<b>-332 161</b>	<b>81 748</b>
Charges générales d'exploitation	<b>3_8</b>	-66 742	-71 842
Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-547	-267
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>-399 450</b>	<b>9 638</b>
Cout du risque	<b>3_9</b>	-4 691	-6 553
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-404 142</b>	<b>3 085</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		22	
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>-404 120</b>	<b>3 085</b>
Résultat exceptionnel			
Dotations/reprises de frbg et provisions réglementées			
Impôt sur les bénéfices		22	23
<b>Résultat net</b>		<b>-404 098</b>	<b>3 108</b>

**III. — Annexe aux comptes sociaux***Faits significatifs*

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 Décembre 2025, a décidé d'augmenter le capital à hauteur de 399 999 k€, réparti entre 16 326 k€ de capital social et 383 673 k€ de prime d'émission.

**I - Principes, règles et méthodes comptables****Les comptes individuels**

Les comptes sociaux de Crédit Mutuel Leasing (comprenant la succursale CML espagnol) sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

Crédit Mutuel Leasing applique pour la première fois le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général auquel se réfère Crédit Mutuel Leasing pour les opérations non visées par le règlement ANC n°2014-07. Il est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ce changement de réglementation comptable constitue un changement de méthode comptable. Les dispositions du règlement ANC n°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Les montants sont indiqués en milliers d'euros (k€).

**Changement de méthode comptable**

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable en 2025.

**Comptabilisation des biens donnés en location.**

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire n° 90-01 du 1er avril 1990, Crédit Mutuel Leasing inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location.

Ces immobilisations font l'objet de dotations aux amortissements calculées selon les règles comptables et fiscales de droit commun pour la détermination du résultat social.

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable des immobilisations est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation, dans la limite de la dégressivité admise fiscalement et sans pouvoir être inférieur à la dotation linéaire minimale.

La technique du saupoudrage s'applique uniquement aux biens en cours de location amortissables fiscalement en dégressif. Cette technique consiste à utiliser les possibilités fiscales d'amortissement dégressif en saupoudrant la différence entre la dotation linéaire minimale et la dotation dégressive maximale.

Le tableau ci-dessous présente les durées d'amortissement pour les principaux biens donnés en location par CM Leasing :

Famille matériel	Loi d'amort.	Durée d'amort.
Véhicules de tourisme	Linéaire	60
Véhicules utilitaires < 3,5 T	Linéaire	48
Tracteurs routiers, camions	Dégressif	60
Chariots élévateur, transpalettes	Dégressif	80
Remorques, semi-remorques	Dégressif	60
Tracteurs agricoles et autres matériels agricoles	Dégressif	60

Le poste Crédit-bail et location avec option d'achat intègre également les commissions versées ou reçues restant à étaler en application de l'ANC n°2014-07. Ces commissions versées aux apporteurs d'affaires sur opérations de crédit-bail ou location avec option d'achat sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts.

#### Méthode d'évaluation des titres de participation

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué dans le cadre de la réévaluation légale de 1976 ou de fusions et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé. La rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

#### Méthode d'évaluation du contentieux

En application de l'ANC n°2014-07, les créances douteuses et les encours qui leur sont attachés font l'objet d'un examen individuel, de manière à déterminer avec la plus grande précision possible la probabilité de recouvrement des échéances impayées, compte tenu des cautions et garanties obtenues, et la valeur de recommercialisation des matériels.

Les méthodes de recensement et d'évaluation des risques contentieux respectent les dispositions réglementaires en vigueur tant pour le classement comptable que pour la dépréciation des créances douteuses.

La règle de dépréciation retenue s'applique sur la part non garantie par les Banques Régionales du Groupe CIC et les Fédérations du Groupe Crédit Mutuel des créances et des encours.

Dans le cadre de la nouvelle convention appliquée depuis 2005, la contre-garantie apportée par ces établissements de crédit est de 100%.

Les encours douteux restructurés et reclassés en sains, n'ont pas fait l'objet d'octroi à des conditions hors marché.

Afin de neutraliser le produit d'appel en garantie auprès des banques régionales du CIC ou des caisses de crédit mutuel, enregistré en PNB, Crédit Mutuel Leasing, enregistre une dépréciation de la créance garantie (retraitée fiscalement) en coût du risque.

Le passage en perte des créances douteuses garanties en coût du risque est couvert par la reprise de dépréciations enregistrée également en coût du risque.

Conformément à la réglementation applicable aux sociétés financières, Crédit Mutuel Leasing transfère au poste créances douteuses celles pour lesquelles soit :

- il existe au moins une échéance impayée depuis plus de trois mois,
- lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc...),
- lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

Les créances sont classées en douteux compromis dès lors qu'elles sont douteuses depuis plus de 12 mois ou qu'elles présentent un caractère contentieux. Le principe de contagion intra-groupe est appliqué. Les pertes probables des créances douteuses font l'objet de dépréciations. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés.

Les intérêts échus impayés depuis plus de 3 mois portés en produits bancaires sont dépréciés à 100%. Les dotations et reprises de dépréciations relatives au capital des créances douteuses sont comptabilisées dans le poste coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts des créances douteuses sont classées en moins du poste des intérêts reçus.

Par ailleurs, lorsque la valeur probable de recommercialisation des matériels des contrats résiliés ou litigieux est inférieure à l'encours financier de ces contrats, la différence fait l'objet d'une dépréciation financière.

Cette dépréciation n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux.

#### Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêts

Le règlement n° 2014-07 de l'ANC est appliqué à l'ensemble des instruments de taux d'intérêt traités de gré à gré.

Les charges et les produits relatifs aux opérations de macro-couverture sont inscrits prorata temporis en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds.

Les charges et les produits courus sur un même contrat peuvent faire l'objet d'un enregistrement pour leur montant net.

Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

L'encours de contrats d'échange de taux d'intérêts au 31 Décembre 2025 est de 2 600 000 K€. Ces instruments financiers à terme sont classés en macro-couverture.

#### Engagement de retraite et assimilés

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser lors de l'attribution de médailles de travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les engagements correspondants aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions. Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursements par l'assureur.

Les engagements d'indemnités de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié à son 64ème anniversaire.

#### Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

#### Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 1996, Crédit Mutuel Leasing est intégrée fiscalement par le C.I.C.

Le déficit fiscal passe de 389 636 K€ à 789 795 K€ au 31 Décembre 2025 après déficit de l'exercice de 400 159 K€.

#### Consolidation

Crédit Mutuel Leasing fait partie du périmètre de consolidation du Groupe CIC. Sa prise en compte s'effectue par la méthode de l'intégration globale.

Les comptes consolidés sont établis par le CIC :

- Siège social : 6, avenue de Provence 75009 PARIS

#### Affectation du résultat

L'assemblée générale décide d'affecter le déficit de l'exercice s'élevant à 404 097 650,97 € en totalité au report à nouveau qui passe ainsi d'un montant déficitaire de 261 864 480,64 € à un montant déficitaire de 665 962 131,61 €.

#### Evénements postérieurs à la clôture

Crédit Mutuel Leasing, filiale du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, est totalement mobilisée pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés au conflit au Moyen-Orient, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace de stagflation et de resserrement monétaire. Dans ce contexte, CML suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. La société possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement. CML conserve sa politique de provisionnement prudente. Elle tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits. Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face à une situation économique dégradée avec un ratio de solvabilité de 19.7% et de levier de 7.9%.

### Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2025

#### 2 - Notes sur le bilan

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité et représentent la part non échue de nos opérations.

##### Note 2\_1 - Ventilation des encours globaux (hors dépréciations)

	2025	2024
Encours sains	9 909 608	9 836 342
Encours douteux	85 562	110 754
Encours douteux compromis	53 930	46 066
Encours contentieux	87 402	64 825
<b>Total des encours globaux</b>	<b>10 136 502</b>	<b>10 057 987</b>

##### Note 2\_2 - Ventilation des encours par secteurs géographiques

	2025	2024
Secteur Est	1 888 858	1 919 239
Secteur Sud-Est	2 098 478	2 085 070
Secteur Ouest	1 965 678	2 003 544

Secteur Nord	1 413 407	1 335 307
Secteur Ile de France	1 570 226	1 545 022
Secteur Sud-Ouest	772 435	755 378
Secteur Antilles/Guyane	34 221	36 253
Non ventilés et divers	393 199	378 174
<b>Total des encours par secteurs géographiques</b>	<b>10 136 502</b>	<b>10 057 987</b>

**Note 2\_3 - Ventilation des encours par secteurs d'activités économiques**

	2025	2024
Secteur de l'industrie	961 203	1 017 385
Secteur des transports et communications	1 490 526	1 482 505
Secteur de la construction	1 274 775	1 204 056
Secteur des services	1 796 406	1 812 828
Secteur du commerce	1 215 391	1 202 634
Secteur de la santé et de l'action sociale	257 323	256 299
Secteur de production d'eau et d'assainissement	250 201	248 369
Secteur de l'activité scientifique	468 052	477 593
Secteur de l'activité financière	194 526	184 835
Secteur de l'agriculture et de la pêche	1 279 567	1 263 061
Secteur de l'information et de la communication	64 709	74 993
Secteur de l'hébergement et restauration	234 734	240 267
secteur de production d'énergie	14 827	14 353
Secteur de l'activité immobilière	55 009	52 286
Secteur de l'enseignement	38 652	37 827
Secteur de l'art et des spectacles	48 043	51 711
Non ventilés et divers	492 559	436 985
<b>Total des encours par secteur d'activités</b>	<b>10 136 502</b>	<b>10 057 987</b>

**Note 2\_4 - Ventilation des encours par grands types de contreparties**

	2025	2024
Entreprises non financières	9 634 505	9 606 468
Particuliers	376 462	330 989
Etablissements de crédit	38 883	34 669
Administrations centrales	9 592	9 902
Autres établissement financiers	77 060	75 959
<b>Total des encours par grands types de contreparties</b>	<b>10 136 502</b>	<b>10 057 987</b>

**Note 2\_5 - Ventilation des créances douteuses**

	2025		2024		Variation des créances H.T.
	Hors taxe	T.T.C.	Hors taxe	T.T.C.	
Créances douteuses	7 360	9 133	9 744	12 130	-24%
Créances douteuses compromises	2 627	3 144	1 659	2 018	58%
Créances contentieuses	112 695	129 821	92 684	105 229	22%
<b>Total des créances douteuses</b>	<b>122 682</b>	<b>142 098</b>	<b>104 087</b>	<b>119 377</b>	<b>0</b>

**Note 2\_6 - Ventilation des encours douteux**

	2025	2024	Variation des encours
Encours douteux	85 562	110 754	-22,75%
Encours douteux compromis	53 930	46 066	17,07%
Encours contentieux	87 402	64 825	34,83%
<b>Total des encours douteux</b>	<b>226 894</b>	<b>221 645</b>	<b>2,37%</b>

Les chiffres d'encours n'apparaissent pas dans la comptabilité sociale et représentent la part non échue de nos opérations.

**Note 2\_7 - Dépréciations des encours et créances douteuses hors taxe**

	Crédit	Encours	Créances
Solde au 31/12/2024	3 641	383	111 758
Dotations	598	496	48 858
Reprises	-426	-189	-18 229
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>3 813</b>	<b>690</b>	<b>142 387</b>

La dépréciation des encours n'est pas apparente au bilan social qui fait état des seuls amortissements fiscaux. Les dépréciations financières sont passées de 382 K€ au

31/12/2024 à 690 K€ au 31/12/2025.

Le total des dépréciations des créances est de 142 387 K€ au 31/12/2025 contre 115 399 K€ au 31/12/2024.

**Note 2\_8 - Ventilation des créances et dettes selon leur durée résiduelle**

Actif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
<b>Caisse, banques centrales</b>	<b>495 601</b>					<b>495 601</b>
<b>Créances sur les établissements de</b>						
- A vue	495 601					495 601
- A terme						
- Créances douteuses						
- (-) Dépréciation des créances douteuses						
- Créances rattachées						
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>67 995</b>	<b>222 369</b>	<b>733 420</b>	<b>142 168</b>	<b>6 724</b>	<b>1 172 676</b>
- Créances clientèles	67 995	222 369	733 420	120 864		1 144 648
- Créances douteuses				25 118		25 118
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-3 814		-3 814
- Créances rattachées					6 724	6 724
<b>Crédit-bail et location avec option d</b>	<b>672 874</b>	<b>1 792 753</b>	<b>5 061 221</b>	<b>528 038</b>	<b>2 053</b>	<b>8 056 939</b>
- Immobilisations en location (encours financiers)	664 032	1 792 753	5 061 221	386 224		7 904 230
- Créances douteuses				160 862		160 862
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-121 174		-121 174
- Créances rattachées	8 842			102 126	2 053	113 021
<b>Location simple</b>	<b>117 985</b>	<b>240 751</b>	<b>605 790</b>	<b>64 988</b>	<b>1 816</b>	<b>1 031 330</b>
- Immobilisations en location simple (encours fin)	110 144	240 751	605 790	61 115		1 017 800
- Créances douteuses				25 085		25 085
- (-) Dépréciation des créances douteuses				-21 212		-21 212
- Créances rattachées	7 841				1 816	9 657
<b>Totaux</b>	<b>1 354 455</b>	<b>2 255 873</b>	<b>6 400 431</b>	<b>735 194</b>	<b>10 593</b>	<b>10 756 546</b>

Les créances douteuses sont considérées comme étant remboursables dans le délai le plus éloigné.

(\*) Le ratio de liquidité court terme (LCR, Liquidity Coverage Ratio) a pour objectif de favoriser la résistance à court terme du profil de risque de liquidité, en veillant à ce que les établissements disposent d'un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité (HQLA, High Quality Liquid Assets) pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement sur les marchés financiers, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours.

Passif	Inférieur ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans et à durée indéterminée	Intérêts ou produits courus	Total
<b>Dettes envers les établissements de</b>	<b>1 305 305</b>	<b>3 728 150</b>	<b>4 304 400</b>	<b>64 000</b>	<b>64 063</b>	<b>9 465 918</b>
- A vue	60 305					60 305
- Avance actionnaire						
- A terme	1 245 000	3 728 150	4 304 400	64 000		9 341 550
- Dettes rattachées					64 063	64 063
<b>Comptes créditeurs de la clientèle</b>	<b>2 765</b>					<b>2 765</b>
- A vue	2 765					2 765
- A terme						
- Dettes rattachées						
<b>Totaux</b>	<b>1 308 070</b>	<b>3 728 150</b>	<b>4 304 400</b>	<b>64 000</b>	<b>64 063</b>	<b>9 468 683</b>

La part des opérations financées par le groupe Crédit-Mutuel Alliance Fédérale est de 9 549 658 K€.

**Note 2\_9 - Crédit bail et location avec option d'achat**

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	14 728 181	14 415 851
- Acquisitions de l'exercice	3 222 625	3 311 824
- Sorties de l'exercice	-2 950 848	-2 999 494
- Autres		
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>14 999 958</b>	<b>14 728 181</b>
- Amortissements au début de l'exercice	-7 330 159	-7 249 357
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-3 007 889	-2 590 010
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	2 484 749	2 509 208
- PROV SOC DEPREC IMMO CBI GEST MAN		
<b>Amortissements en fin d'exercice</b>	<b>-7 853 299</b>	<b>-7 330 159</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>7 146 659</b>	<b>7 398 022</b>

<b>Créances douteuses &amp; compromises</b>	<b>39 688</b>	<b>32 852</b>
- Créances douteuses	7 866	11 728
- Créances douteuses compromises	34 625	26 749
- Indemnités de résiliation	118 371	86 303
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-11 043	-9 843
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-110 131	-82 085
- Autres		
<b>Créances rattachées</b>	<b>113 021</b>	<b>118 387</b>
- Locataires débiteurs	8 842	7 347
- Loyers courus	2 053	1 834
- Etalement des commissions	102 126	109 206
- Autres		
<b>Total crédit-bail et location avec option d'achat</b>	<b>7 299 368</b>	<b>7 549 261</b>

Les immobilisations Temporairement non Loués s'élèvent à 26 953 K€ en valeur nette, au 31 Décembre 2025 contre 26 457 K€ au 31 décembre 2024

#### Note 2\_10 - Location simple et location longue durée

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	1 742 204	1 845 057
- Acquisitions de l'exercice	338 913	363 921
- Sorties de l'exercice	-412 447	-466 774
- Autres		
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>1 668 670</b>	<b>1 742 204</b>
- Amortissements au début de l'exercice	-939 211	-989 670
- Dotation aux comptes d'amortissements de l'exercice	-322 175	-318 623
- Reprise sur les immobilisations cédées dans l'exercice	320 732	369 082
- Autres		
<b>Amortissements en fin d'exercice</b>	<b>-940 654</b>	<b>-939 211</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>728 016</b>	<b>802 993</b>
<b>Créances douteuses &amp; compromises</b>	<b>3 873</b>	<b>3 209</b>
- Créances douteuses	544	402
- Créances douteuses compromises	2 675	2 523
- Indemnités de résiliation	21 866	20 114
- Dépréciation des créances douteuses & compromises	-1 432	-1 107
- Dépréciation des indemnités de résiliation	-19 780	-18 723
<b>Créances rattachées</b>	<b>9 657</b>	<b>8 559</b>
- Locataires débiteurs	7 841	6 537
- Loyers courus	1 816	2 022
<b>Total location simple et location longue durée</b>	<b>741 546</b>	<b>814 761</b>

Les immobilisations Temporairement non Loués s'élèvent à 4 079 K€ en valeur nette, au 31 Décembre 2025, contre 3 067 K€ au 31 décembre 2024

#### Note 2\_11 - Intérêts courus à recevoir ou à payer

	Intérêts courus à recevoir	Intérêts courus à payer
<b>Actif</b>		
- Créances sur les établissements de crédit		
- Créances sur la clientèle	6 724	
- Crédit bail & location avec option d'achat	2 053	
- Location simple & location longue durée	1 816	
<b>Passif</b>		
- Dettes envers les établissements de crédit		
A vue		
A terme		64 063
<b>Total</b>	<b>10 593</b>	<b>64 063</b>

#### Note 2\_12 - Immobilisations corporelles

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	3 344	1 980
- Acquisitions de l'exercice	1 380	1 364
- Sorties de l'exercice	-92	
- Autres		
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>4 632</b>	<b>3 344</b>
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-1 681	-1 415

- Dotation de l'exercice	-456	-266
- Reprise de l'exercice		
- Autres		
<b>Amortissements et dépréciations en fin d'exercice</b>	<b>-2 137</b>	<b>-1 681</b>
<b>Immobilisations nettes</b>	<b>2 495</b>	<b>1 663</b>

**Note 2\_13 - Immobilisations incorporelles**

	2025	2024
- Immobilisations au début de l'exercice	9	9
- Acquisitions de l'exercice		
- Sorties de l'exercice		
- Autres		
<b>Immobilisations en fin d'exercice</b>	<b>9</b>	<b>9</b>
Amortissements et dépréciations		
- Début de l'exercice	-9	-9
- Dotation de l'exercice		
- Reprise de l'exercice		
- Autres		
<b>Amortissements et dépréciations en fin d'exercice</b>	<b>-9</b>	<b>-9</b>
<b>Immobilisations nettes</b>		

**Note 2\_14 - Postes "Autres actifs & autres passifs"**

	2025	2024
<b>Autres actifs</b>		
- Etat - acomptes sur IS		
- Etat - TVA à récupérer	9 523	2 369
- Débiteurs divers	82 544	9 567
- Autres	12 666	14 232
<b>Total</b>	<b>104 733</b>	<b>26 167</b>
<b>Autres passifs</b>		
- Etat - Divers impôts et taxes (dont TVA)	16 351	16 643
- Fournisseurs et effets à payer	14 743	23 030
- Organismes sociaux & comptes liés aux salaires	3 690	3 711
- Dépôts reçus des locataires	382	783
- Subventions d'investissement (DRIRE)	17 085	17 462
- Créiteurs divers	29 382	59 888
- Autres		
<b>Total</b>	<b>81 633</b>	<b>121 517</b>

**Note 2\_15 - Compte de régularisation**

	2025	2024
<b>Comptes de régularisation actif</b>		
- Charges constatées d'avance	332	
- Produits à recevoir	15 603	34 463
- Autres comptes de régularisation	12 845	2 052
<b>Total</b>	<b>28 780</b>	<b>36 514</b>
<b>Comptes de régularisation passif</b>		
- Charges à payer	40 409	40 393
- Produits constatés d'avance	181 727	175 592
- Autres comptes de régularisation	10 636	2 872
<b>Total</b>	<b>232 772</b>	<b>218 857</b>

**Note 2\_16 - Provisions**

	Provisions risques clientèle	Prov. retraite personnel en activité	Prov. médailles du travail	Prov. pour risques divers	Variation Exercice 2025	Exercice 2025
<b>Solde au 31/12/2024</b>	<b>604</b>	<b>3 911</b>	<b>3 024</b>	<b>1 457</b>		<b>8 996</b>
- Dotations			132	1 342	1 474	1 474
- Reprises	-68	-3 911		-1 599	-5 578	-5 578
- Autres						
<b>Solde au 31/12/2025</b>	<b>536</b>		<b>3 156</b>	<b>1 200</b>	<b>-4 104</b>	<b>4 892</b>

**Note 2\_17 - Variation des capitaux propres**

	31/12/2024	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autres	31/12/2025
- Capital	35 354			16 326	51 680
- Prime de fusion	259 344			383 674	643 018
- Réserves	2 619				2 619
- Réserve légale	2 619				2 619
- Autres réserves					
- Provisions règlementées et subventions d'investissement (1)					
- Ecart de réévaluation					
- Report à nouveau	-264 972	3 108			-261 864
- Acomptes et dividendes versés					
- Résultat de l'exercice	3 108	-3 108	-404 098		-404 098
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>35 453</b>		<b>-404 098</b>	<b>400 000</b>	<b>31 355</b>

**Note 2\_18 - Tableau des engagements**

Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
<b>Engagements donnés</b>						
- Autres ouvertures de crédit	807 485					807 485
- Douteux						
- Garanties en faveur des Ets de crédit	7 817					7 817
- Engagements en faveur de la clientèle						
<b>Engagements reçus</b>						
- Concours irrévocables mis à la disposition d'Ets de crédit						
- Garanties reçues d'Ets de crédit	10 150 619					10 150 619
- Engagements reçus de la clientèle						
<b>Engagements sur instruments financiers à terme</b>						
- Swaps	-2 600 000					-2 600 000

**3 - Notes sur le compte de résultat****Note 3\_1 - Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées**

	2025	2024
- Loyers	3 097 674	3 049 335
- Quote part de subvention virée au résultat	6 853	7 130
- Autres produits	32 453	33 151
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	41 627	26 733
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-28 045	-16 259
- Plus values sur cessions des immobilisations de crédit-bail	93 898	88 640
<b>Total</b>	<b>3 244 460</b>	<b>3 188 730</b>

**Note 3\_2 - Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées**

	2025	2024
- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	3 007 889	2 590 010
- Moins values de cession des immobilisations de crédit-bail	273 693	286 449
- Commissions d'apport	46 149	44 359
- Autres charges	692	933
<b>Total</b>	<b>3 328 423</b>	<b>2 921 751</b>

**Note 3\_3 - Produits sur opérations de location simple & location longue durée**

	2025	2024
- Loyers	267 388	284 300
- Quote part de subvention virée au résultat		
- Autres produits	3 529	4 043
- Indemnités de résiliation (Factures et abandons de créance)	4 812	6 660
- Dotations/reprises des dépréciations sur indemnités de résiliation	-1 057	-3 666
- Plus values sur cessions des immobilisations de location simple	77 013	91 533
<b>Total</b>	<b>351 685</b>	<b>382 871</b>

**Note 3\_4 - Charges sur opérations de location simple & location longue durée**

	2025	2024
--	------	------

- Dotation aux amortissements sur immobilisations de crédit-bail	322 175	318 623
- Moins values de cession des immobilisations de crédit-bail	17 040	19 807
- Autres charges	714	777
<b>Total</b>	<b>339 929</b>	<b>339 207</b>

**Note 3\_5 - Commissions (Charges)**

	2025	2024
- Commissions de partage de risques	33 666	32 502
- Commissions d'apport (Activité Crédit)	383	2 450
- Frais de mise en place	4 108	4 329
- Autres commissions	-408	-272
<b>Total</b>	<b>37 749</b>	<b>39 009</b>

Les commissions de partage de risques et d'apport représentent 30 % chacune de la marge financière sur nos opérations apportées par les réseaux du groupe Crédit-Mutuel Alliance Fédérale.

**Note 3\_6 - Autres produits d'exploitation bancaire**

	2025	2024
- Autres produits sur prestations de maintenance	21 587	20 282
- Autres produits (*)	14 766	16 546
- Ventes gestion de stock		
<b>Total</b>	<b>36 353</b>	<b>36 828</b>
<i>(*) Dont frais de mise en place 4 108 K€</i>		

**Note 3\_7 - Autres charges d'exploitation bancaire**

	2025	2024
- Autres charges sur prestations de maintenance	15 141	14 591
- Autres charges	2 633	3 547
- Achats gestion de stock		
<b>Total</b>	<b>17 774</b>	<b>18 138</b>

**Note 3\_8 - Charges générales d'exploitation**

	2025	2024
- Frais de personnel	79 513	80 292
- Impôts et taxes	250	1 911
- Services fournis par sociétés du groupe	10 725	11 331
- Services extérieurs	-23 746	-21 690
<b>Total</b>	<b>66 742</b>	<b>71 844</b>

Ventilation des frais de personnel	2025	2024
- Salaires et traitements (*)	48 592	41 517
- Charges de retraite	-4 137	2 153
- Participation des salariés	2 854	3 567
- Intéressement des salariés	7 100	5 908
- Impôts et taxes sur rémunérations	1 825	2 094
- Autres charges sociales	23 279	25 053
<b>Total</b>	<b>79 513</b>	<b>80 292</b>

Fin du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi en 2018.

Effectifs moyen	2025	2024
- Cadre	483	471
- Non cadre (Dont 2 personnes détachées)	222	245
<b>Total</b>	<b>705</b>	<b>716</b>

**Indemnités de fin de carrière**

Crédit Mutuel Leasing enregistre à son bilan les provisions pour indemnités de fin de carrières et les médailles du travail. Ces avantages à long terme sont calculés par le groupe CIC pour sa filiale Crédit Mutuel Leasing.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul de ces engagements sont les suivantes :

- Le taux d'actualisation est désormais obtenu par référence à l'IBOXX Corporate AA10+ augmenté d'un spread de 0.14%. Ce taux est revu à chaque
- Le taux d'augmentation des salaires est évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.
- Les taux de mobilités des salariés sont mis à jour annuellement et déterminé par tranche d'âge.
- L'âge de départ en retraite est estimé globalement à 62 ans sur la base des lois en vigueur.

**Note 3\_9 - Coût du risque**

	2025	2024
- Dotations pour dépréciations des créances douteuses	-4 983	-3 230
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses utilisées	3 328	2 541
- Reprises des dépréciations pour créances douteuses disponibles		
- Créances irrécouvrables	-3 641	-6 294
- Récupérations sur créances amorties	604	430
- Autres		
- Provision sur risques spéciaux contentieux		
- Provision pour participations bancaires		
- Provision sur risques ITNL et divers		
<b>Total coût du risque</b>	<b>-4 692</b>	<b>-6 553</b>

#### Note 4 – Information sur les comptes financiers Crédit Mutuel Leasing

Alors que la comptabilité sociale est le reflet de la situation juridique créée par le contrat de crédit-bail et n'en retient que les aspects résultant du droit de propriété du bailleur sur le matériel donné en location, la comptabilité financière, quant à elle, privilégie l'approche économique et traite l'opération de crédit-bail comme un crédit accordé au locataire pour l'acquisition de son matériel.

Les éléments particuliers de cette comptabilité financière sont définis ci-après.

##### Encours financier

Il correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée, il est égal :

- à la somme des valeurs actualisées, au taux du barème de location :
- . des loyers hors taxe dus contractuellement,
- . de la valeur résiduelle en fin de location,
- ou encore, au prix d'achat hors taxe du matériel loué, déduction faite des amortissements financiers déjà pratiqués.

##### Amortissement financier

Il est égal à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

La valeur résiduelle complète, lors de la cession en fin de bail, l'amortissement financier.

##### Résultat financier

Son montant est égal à la différence entre :

- le résultat brut d'exploitation après déduction de tous frais, provisions, pertes et profits exceptionnels,
- la dotation de l'exercice au compte d'amortissement financier du matériel et les plus ou moins-values de cessions financières dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des reventes de matériels contentieux.

##### Résultat social

Son montant est égal à la différence entre ce même résultat brut d'exploitation et la dotation de l'exercice aux amortissements fiscaux des matériels et les plus ou moins-values de cessions fiscales dégagées lors des cessions en fin ou en cours de bail ou lors des reventes de matériels contentieux.

L'écart entre le résultat financier et le résultat social provient donc de la différence de rythme entre l'amortissement financier et l'amortissement fiscal et des différences entre plus et moins-values financières et plus et moins-values fiscales résultant elles-mêmes des écarts entre encours financier et valeur nette comptable.

##### Données synthétiques des comptes financiers

	2025	2024
<b>Résultat social</b>	<b>-404 097</b>	<b>3 108</b>
Variation de réserve latente	-401 918	-22 79
<b>Résultat financier</b>	<b>-2 179</b>	<b>-19 68</b>

##### Données en k€

##### Réserve latente

Celle-ci est égale :

- à la différence entre les résultats financiers et comptables, avant impôt, cumulée depuis l'origine de la société, et également :
- à la différence entre l'encours financier des matériels et leur valeur nette comptable.
- au retraitement des loyers constatés d'avance.

##### Variation de réserve latente Crédit Mutuel Leasing

	2025	2024
Réserve latente N	1 192 243	791 259
Variation de réserve latente	400 983	-26 820
Réserve latente N-1	791 259	818 079

#### Tableau des filiales et participations

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice net ou perte (-) dernier exercice clos 2024	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	nette					
I. Renseignements détaillés										
A. Filiales (50% au moins du capital détenu par la société) (indiquer dénomination et siège social) -ROULENLOC 260 rue Boucher de la Rupelle -73100 GRESY SUR AIX (données 31/12/2024)	279	-975	55%	10 354	10 354	5 728		27 462	-2878	
Filiale étrangère										
- Crédit Mutuel Leasing Benelux SA : Rue du Crayer 1000 Belgique	20 000	11 539	99,99%	19 998	19 998			220 774	1 631	
- Crédit Mutuel Leasing GmbH Wilhelm-Leuschner Strass 9-11 - 60329 Frankfurt am main - Allemagne	1 000		99,00%	992	992			55 713	1 387	

Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille

(en euros)

Sociétés	Nombre d'actions	Prix unitaire	Montant brut	Dépréciation	Montant net
Filiales					
CREDIT MUTUEL LEASING BELGIUM	999 900	20,00	19 998 000		19 998 000
CREDIT MUTUEL LEASING GMBH	495	2 005	992 475		992 475
ROULENLOC	154 221	67	10 353 687		10 353 687
Total	1 154 616	2 092	31 344 162	0	31 344 162

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la sociétéCrédit Mutuel Leasing,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société Crédit Mutuel Leasing relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit  
Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance  
Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable décrit dans la « Note 1 - Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose l'incidence de la première application du règlement ANC n° 2 023-03 modifiant divers règlements de l’ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu’il n’y avait pas de point clé de l’audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441 -6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :  
comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Mutuel Leasing par l'assemblée générale du 1er septembre 2020 pour le cabinet KPMG SA et du 26 avril 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG ET Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la sixième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG ET Autres dans la quatrième année.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes,  
Paris-La Défense, le 14 avril 2026,

KPMG S.A.  
Sophie SOTIL FORGUES  
Associée  
Yann MASSET  
Associé

ERNST & YOUNG et Autres  
Vanessa JOLIVALT  
Associée

#### **V. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.